

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1503>

Patriotisme économique, vous dites ?

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : lundi 6 février 2006

Spyworld Actu

De l'OPA lancée par Mittal sur Arcelor au rachat par BNP Paribas de la sixième banque italienne, Banca nazionale del lavoro... Jamais la pertinence et l'utilisation de la notion de patriotisme économique n'auront été à ce point confrontées aux réalités des affaires. Et jamais ce concept n'a affiché si clairement ses limites et ses contradictions.

Attaquée l'an dernier par une banque espagnole, la BNL a vu à l'époque la Banque d'Italie se mobiliser pour barrer la route à l'assaillant au nom de l'italianité des établissements financiers de la Péninsule. Non seulement cette tentative de défense a tourné au fiasco, mais elle a débouché sur un beau scandale financier et sur la démission du gouverneur de la banque centrale. Forte de sa puissance, BNP Paribas tire aujourd'hui les marrons du feu de l'impasse italienne en se présentant comme un acquéreur de rechange imparable de la BNL, permettant à Rome de sortir la tête haute.

Offre amicale, avance-t-on dans ce cas pour justifier la bienveillance italienne au coup de maître de BNP Paribas. A contrario, l'offre hostile de Mittal sur Arcelor donnerait des arguments à ceux qui soutiennent la levée de boucliers politiques contre le raid du groupe indien.

Une grille de lecture aussi binaire résiste mal au principe de réalité. Quelle que soit la forme prise par l'OPA lancée sur lui, Arcelor ne doit compter que sur la force de son projet et la créativité de ses conseils pour démontrer à ses actionnaires les faiblesses et le manque de transparence du plan de Mittal. Imaginer d'autres solutions, comme celle de recourir au protectionnisme artificiel de l'Etat, risque de conduire aux mêmes impasses que celles dans lesquelles l'Italie s'était fourvoyée il y a un an.

Il est trop tard pour regretter qu'Arcelor n'ait pas pris les mesures adéquates pour éviter de s'offrir en proie facile à un prédateur un peu audacieux. Bâti sur un actionnariat trop dispersé et sans logique de long terme, le groupe européen est parti à la guerre mondiale de l'acier la fleur au fusil. Derrière Arcelor, l'Europe est encore plus responsable. Elle a poussé à la constitution de ce qu'elle s'est enorgueillie être l'un de ses champions, sans lui assurer les moyens et la stabilité nécessaires durant cette phase de construction où toute entreprise est fragile.

Ce gâchis avoué à demi-mot ne peut excuser la tentation de recourir aujourd'hui à l'arme du nationalisme économique pour revenir en arrière.

Les risques collatéraux provoqués par ce genre de posture frileuse sont beaucoup plus lourds que ses avantages. Les craintes des industriels européens qui s'efforcent d'aller gagner des marchés un peu partout dans le monde, en Asie notamment, quitte à lancer, eux aussi, des OPA, prouvent que ce type de démarche peut faire plus de dégâts qu'elle ne règle de problèmes.

Le retour en arrière de Thierry Breton, qui reconnaît que le dossier Arcelor est avant tout une affaire d'actionnaires, prouve qu'on a enfin pris conscience, jusqu'au sommet de l'Etat, de cette réalité. C'est un bon signal. Il était temps.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/debats/20060...>